

# «Val Tolosa» : ce centre commercial qui soulève la résistance

**Anciennement intitulé « Les Portes de Gascogne », le projet de méga centre commercial prévu à Plaisance-du-Touch, sur 44 hectares de terres agricoles, mobilise les opposants.**

La faucheuse a dû piteusement rebrousser chemin. La semaine dernière, l'employé municipal de Plaisance-du-Touch venu officiellement pour tondre un terrain appartenant à la commune s'est retrouvé nez à nez avec une trentaine de membres et de sympathisants du collectif «Non à Val Tolosa». La crainte de ces derniers ? Que la mairie, en douce, commence illégalement des travaux de voirie sur un terrain reliant la N124 au plateau de la Ménude. C'est en effet ici, sur cette zone de 44 hectares, que le promoteur Unibail-Rodamco, leader européen des centres commerciaux, a prévu d'ériger un pharaonique pôle joliment appelé «Val Tolosa». Les chiffres donnent le tournis. 100 000 m<sup>2</sup> de terrains dont 63 000 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales répartis entre une enseigne de grande distribution, 28 grandes et moyennes surfaces, 150 autres petites surfaces, 4300 places de parking, un lac artificiel de 1,8 hectares, des espaces verts sur 9 autres hectares, le tout pour un investissement de 350 millions d'euros : voilà pour le pedigree de ce centre de shopping et de loisirs censé voir le jour à l'ouest d'une agglomération toulousaine qui compte déjà une demi-douzaine de grands centres commerciaux.

«Riche d'activités créant l'événement en permanence, Val Tolosa est un lieu de vie et d'expériences inédites à Toulouse. Aux commerces et aux loisirs s'ajouteront des services 4 étoiles, où chaque client sera accueilli comme un invité V.I.P.», promet le site Internet qui assure la promotion du projet. «Val Tolosa réconcilie nature, loisirs et commerces» y affirme-t-on encore avec, visuels à l'appui, les maquettes du futur jardin aquatique où s'enroulera un «lodge» permettant de découvrir une «dining experience». Paradisiaque...



MAQUETTE DU PROJET «VAL TOLOSA»

## Bataille judiciaire

Seulement voilà. Cette année, cela fait pile une décennie que plusieurs centaines d'habitants de Plaisance-du-Touch, Tournefeuille, La Salvetat-Saint-Gilles et autres communes alentour se sont rassemblés pour faire échouer ce projet de méga centre commercial initialement intitulé «Les Portes de Gascogne». Le collectif, dirigé aujourd'hui par Jutta Dumas, se démène sur le terrain juridique pour obtenir l'abandon de «Val Tolosa» qui, en juillet 2013, a été listé par le quotidien *Le Monde* parmi les «25 grands projets inutiles» aux côtés de l'aéroport de Notre Dame des Landes ou encore du TGV Lyon-Turin. Alors que le permis de construire a été accordé au promoteur en 2009 par la mairie de Plaisance, la Cour d'appel de Bordeaux doit statuer dans les mois qui viennent sur le recours déposé par le collectif des opposants. Un recours rejeté en novembre 2013 par le tribunal administratif de Toulouse.

Un recours, surtout, qui n'est pas suspensif. Autrement dit, Unibail-Rodamco pourrait théoriquement commencer les travaux sur le site. Une hypothèse redoutée par les opposants, qui craignent un passage en force et une stratégie du fait accompli. D'où une présence quotidienne sur le terrain, à tour de rôle, pour surveiller les allées et venues, occasionnant comme ce fut donc le cas la semaine passée le blocage de la débroussailluse municipale. Mais le sort de «Val Tolosa» n'est pas uniquement entre les mains des juges de Bordeaux. Le projet, sous cette forme, est suspendu à une décision qui n'a pas encore été prise par le conseil général de Haute-Garonne d'autoriser ou non la construction d'une route d'accès au centre commercial, d'une distance d'un kilomètre environ, reliant la N124 à Val Tolosa. Si Pierre Izard, président du conseil général jusqu'à dimanche soir, s'est montré sensible aux arguments des opposants, qu'en sera-t-il de la future assemblée départementale ? Quoi qu'il en soit, et c'est un motif d'espoir pour les opposants, la résistance au projet n'a pas d'été-

quette ni de couleur politique. Claude Raynal, ancien maire socialiste de Tournefeuille aujourd'hui sénateur de Haute-Garonne, et Jean-Jacques Bolzan, adjoint au maire UMP de Toulouse Jean-Luc Moudenc et ancien candidat aux législatives de 2012 sur la circonscription concernée, rejettent par exemple tous deux le projet.

## Obsolète

Le temps passant, l'idée de ce gigantesque centre commercial lancée au début des années 2000 voit les arguments en sa faveur se faner à vue d'œil. Avec la crise et le développement du commerce en ligne, d'aucuns trouvent le concept obsolète ou promis au déclin. Sans parler du contexte et des «zadistes» qui poussent un peu partout pour dénoncer les modèles de production et de consommation de masse. En dépit des certifications et des engagements environnementaux exigeants pris par le promoteur, les conséquences économiques et sociales semblent également jouer en faveur des opposants. «On nous promet 5000 emplois mais il faut savoir qu'un emploi créé dans ce type de structures ce sont trois emplois détruits dans le secteur du petit commerce de proximité» indique Jutta Dumas. «En une décennie, l'offre commerciale a par ailleurs considérablement évolué dans ces communes. La vérité, c'est que ce centre, nous n'en avons pas besoin» ajoute-t-elle. La présidente du collectif d'opposants dénonce aussi «l'insuffisance de l'étude d'impact environnemental» et s'inquiète évidemment de «l'aggravation de la circulation automobile» (20 000 véhicules supplémentaires par jour si Val Tolosa est réalisé) dans une zone de l'agglomération déjà saturée par le trafic généré par le pôle aéronautique. Reste l'argument fiscal. Pour la mairie de Plaisance-du-Touch, «Val Tolosa», c'est du lourd. 2,5 millions d'euros de taxe foncière par an.

Nicolas Coulaud

## Economie régionale : vers une reprise de l'activité et de l'emploi salarié

**Le président de la CCI, Alain Di Crescenzo, estime que « les effets du CICE commencent tout juste à se faire sentir ».**

Dans le sillage de l'étude traditionnelle présentée par la direction régionale de la Banque de France, la Chambre de commerce et d'industrie de Toulouse vient de dévoiler, conjointement avec l'institution bancaire, les résultats de son «Enquête annuelle de conjoncture». Cette enquête, qui fournit également des perspectives pour l'année 2015, passe en revue les quatre grands secteurs d'activités que sont l'industrie, le BTP-Immobilier, les services et le commerce. 1700 chefs d'entreprises de la région y ont participé. Dans l'ensemble, l'année 2014 fait état d'une croissance économique en nette décélération puisqu'avec un taux de progression de 1,4 % des chiffres d'affaires, les statistiques atteignent leur plus bas niveau depuis 2009. Le BTP-Immobilier mais également le commerce voient leur activité chuter. «On constate une faible dynamique de la demande» note Alain Di Crescenzo qui ajoute que les «grands moteurs de la croissance régionale que sont l'industrie et les services n'ont pas suffisamment abondé.»



### Concentration sur la métropole

Les effectifs salariés n'ont donc progressé que très modestement en 2014 (+0,5 %) dans la mesure où la contribution de l'industrie dans l'emploi départemental reste prégnante. Autre constat : la croissance tend à se concentrer sur la métropole toulousaine, accentuant un phénomène amorcé depuis trois ans. Première et deuxième couronnes urbaines enregistrent d'ailleurs un recul inédit des effectifs salariés. La CCI prévoit toutefois une reprise de l'activité et de l'emploi salarié en 2015. Selon Alain Di Crescenzo, cela pourrait s'expliquer par un début «d'effet CICE» dont les premiers signes se font timidement sentir. L'industrie ralentirait tandis

que les services gagneraient en dynamisme. Le volume d'affaires du commerce devrait progresser et le BTP (qui est en grande difficulté depuis de nombreux mois) pourrait sortir de la récession. Au final, la prospective établit une croissance du chiffre d'affaires global à hauteur de 1,9 %, et une progression de l'emploi de l'ordre de 1,0 %. Une reprise qui, hélas, ne devrait pas bénéficier aux TPE de moins de 9 salariés, dans la lignée de la tendance observée en 2014. C'est effectivement l'un des enseignements de cette «Enquête annuelle de conjoncture» : la croissance est quasiment réservée aux entreprises de plus de 50 salariés.

N.C

## Midi-Pyrénées attire les investissements étrangers

**Classée deuxième derrière l'île de France, la région capte 10 % des investissements étrangers réalisés en France.**

La diversité des territoires, la qualité des infrastructures et de la main d'œuvre sont reconnues pour être les éléments déterminants dans le choix faits par les entreprises étrangères d'investir leurs capitaux en France. Un apport qui contribue à hauteur de 19 % au chiffre d'affaires de l'économie française, concerne 2 millions de salariés et pèse 8,2 milliards d'euros par an. Dans un récent rapport sur l'internationalisation de l'économie française, l'agence nationale Business France démontre la forte attractivité exercée par la région Midi-Pyrénées sur les investisseurs étrangers. Si la région se classe loin derrière l'île de France, elle se situe toutefois devant Rhône-Alpes et PACA, deux entités pourtant économiquement performantes. Avec 10 % des investissements étrangers en 2014, Midi-Pyrénées a donc vu 103 projets se concrétiser l'an passé, ventilés sur 21 secteurs d'activités. Au total, les investissements étrangers représentent 8 % du PIB régional, 31 % des exportations et 5 % de l'emploi.

### Intensité technologique

L'aéronautique est évidemment le secteur le plus performant et il faut noter que les investissements étrangers ont permis en 2014 de créer ou de maintenir près de 500 emplois dans ce domaine. Logiciels et prestations informatiques ont également attiré une part importante de la manne étrangère, ainsi que les secteurs industriels «à forte intensité technologique», selon la terminologie de l'agence Business France, que sont les équipements électroniques et la chimie. Cela explique notamment que 17 % des investissements réalisés en France soient orientés vers les activités de Recherche & Développement sur le territoire régional. «Au total, sur la période 2004-2014, Midi-Pyrénées a attiré 15 % des investissements réalisés en France» a déclaré Martin Malvy, le président du conseil régional, qui également salué le travail entrepris par Madeeli, l'agence régionale de développement économique de l'export et de l'innovation.

N.C